

# Emmanuel de Martonne, géographe en guerre

---

GAVIN BOWD

« **L**ES PROGRÈS de la Géographie des êtres vivants n'ont rien à voir avec les circonstances politiques. Ils sont le résultat d'efforts persévérants et continus et apparaissent plutôt comme un fruit qui mûrit lentement ». <sup>1</sup> Il est difficile de contester ces phrases d'Emmanuel de Martonne dans son *Traité de géographie physique*, publié en 1909. Après tout, la qualité scientifique de ce *Traité* fut reconnue tout de suite, au-delà des frontières et des clivages politiques, et confirma sa réputation de géomorphologue. Les recherches d'E. de Martonne dans le domaine de la géographie physique, sous ses aspects multiples, firent de lui le « patron » de la géographie, non seulement en France, mais sur le plan international : directeur des *Annales de Géographie* à partir de 1900, occupant de la chaire de Géographie à la Sorbonne laissée vacante en 1909 par la mise à la retraite de son mentor et beau-père, Paul Vidal de la Blache, Directeur de l'Institut de Géographie, secrétaire, puis président de l'Union Géographique Internationale en 1935. Son œuvre immense (plus de 150 ouvrages et articles) couvre également la géographie humaine : *La Valachie*, thèse de doctorat publiée en 1902, reste un modèle de la monographie régionale d'inspiration vidalienne, combinant érudition et expérience du terrain.

Pourtant, l'œuvre d'Emmanuel de Martonne ne se cantonne pas dans un domaine strictement scientifique et désintéressé. Son travail géographique, avec son arpentage inlassable de territoires et sa considération minutieuse des rapports entre l'homme et son milieu, est forcément imbriqué dans l'histoire, et donc les circonstances politiques, ce qui s'illustre de façon éclatante dans sa relation longue et passionnelle avec la Roumanie.

C'est avant la Grande Guerre, sur la frontière entre la Hongrie et la Roumanie, qu'Emmanuel de Martonne commence son œuvre de géographe. Epris d'un paysage et d'un peuple – il leur consacra plus de soixante ouvrages –, cet éminent savant se mettra au service de la cause de la « Grande Roumanie » : d'abord en partisan d'une intervention roumaine dans le conflit européen, puis en tant que « traceur de frontières » à la Conférence de Versailles. Ici, nous verrons combien la géographie peut être instrumentalisée dans les projets politiques, les rivalités sur les territoires et les débats identitaires. Nous verrons également comment la force des impératifs diplomatiques et militaires peut primer sur celle des arguments scientifiques. Avec Emmanuel de Martonne en Roumanie, nous sommes bien aux frontières de la géographie.

## Partisan d'une intervention roumaine

DÈS L'OUVERTURE de la Grande Guerre, Emmanuel de Martonne collabore à la « commission de géographie » du Service Géographique de l'Armée française (SGA). Avec Paul Vidal de la Blache, Albert Demangeon et d'autres géographes, il prépare des notices géographiques, statistiques et descriptives portant sur le Pays de Bade, la Province rhénane, le Brabant et les Balkans, entre autres. Mais il ne perd pas de vue la Roumanie, et s'exprime publiquement sur le rôle de ce pays dans le conflit européen. Le 15 mai 1915, dans la *Revue de Paris*, de Martonne explique « les conditions d'une intervention roumaine » et s'adresse aux roumanophiles déçus par la position de neutralité adoptée par Bucarest. Avec ses 7 millions d'habitants, son commerce d'un milliard de francs, et son armée de 650 000 hommes, la Roumanie représenterait une force qui peut jouer un rôle dans le conflit actuel. De Martonne puise dans ses connaissances scientifiques pour inciter les Roumains à entrer dans le conflit. Les Carpates seraient le cœur plutôt que la limite de l'aire du peuple roumain. Il faudrait donc que leurs troupes débordent sur l'autre versant de ces montagnes. Selon de Martonne, sur le plan diplomatique, tout va dans le sens d'une intervention roumaine : échec d'une convention militaire secrète avec l'Autriche-Hongrie ; nouvelle convention signée en décembre avec la Russie, et garantissant à la Roumanie la possession des territoires peuplés de Roumains qu'elle occuperait militairement en Autriche-Hongrie ; accord avec les Bulgares. Le géographe est impatient, mais optimiste : « Le gouvernement roumain a été préoccupé de ne pas intervenir trop tôt. On a le droit d'espérer qu'il songe à ne pas marcher trop tard. S'il sait se décider à temps, il récoltera la plus belle moisson que puisse attendre du conflit actuel une puissance neutre ».<sup>2</sup> Il est également optimiste quant à l'après-guerre : « La forte natalité des Roumains, supérieure à celle des Hongrois et des Allemands, ne laisse guère de doute sur la possibilité d'une assimilation naturelle ».<sup>3</sup> Cette future Roumanie occupera une situation avantageuse et d'une grande importance pour l'équilibre européen, et les roumanophiles y trouveront leur bien : « La Roumanie carpatique, possédant les bouches du Danube gardera, la chose est inévitable, des rapports économiques étroits avec les puissances de l'Europe centrale. Mais ses relations avec les puissances occidentales pourront se développer plus librement. (...) Nul doute en tout cas que les sympathies traditionnelles pour la France ne soient réveillés et ne triomphent définitivement de l'influence germanique ».<sup>4</sup> Force est de constater que dans cet article de Martonne s'intéresse à la question transylvaine et laisse de côté celle de la Bessarabie.

La « décision définitive » prendra du temps. Lors de l'entrée en guerre de la Roumanie, de Martonne est *Visiting Professor* à New York. Là-bas, il suit avec émotion les graves nouvelles émanant du front roumain. Le 12 novembre 1916, de Martonne écrit à Demangeon : « J'avoue ne plus rien comprendre à ce qui se passe en Europe, particulièrement dans les Balkans. Est-ce que nous sommes mal renseignés ici ? (...) Je me demande aussi où les Allemands ont pris les troupes qui ont menacé d'écraser complètement les Roumains !... Il y a des moments où je broie du noir ».<sup>5</sup> Le 6 décembre, le maréchal Mackensen, commandant des forces allemandes, fait son entrée dans Bucarest. Cela dit, quelques mois

plus tard, l'entrée en guerre des Etats-Unis fera remonter le moral à de Martonne et à ses collègues roumanophiles.

À partir de 1917, en vue d'un dénouement favorable du conflit, le travail de la « commission de géographie » du SGA diminue d'intensité, à cause de la création du « Comité d'études » du Quai d'Orsay. Le décès de Vidal de la Blache ne signifie pas une perte d'influence des géographes. Au contraire, l'autorité d'E. de Martonne dans le comité s'en trouve accrue. Les « vidaliens » constituent donc un noyau dur au sein du Comité d'études, et leur approche régionale imposera son empreinte sur ses travaux. Le Comité confie à de Martonne les rapports sur la Roumanie et les pays voisins, en vue d'une réflexion sur ses nouvelles frontières après une paix de victoire. De Martonne présentera quatre rapports : la Dobroudja, le 6 mai 1918 ; la Transylvanie, le 22 mai 1918 ; le Banat, le 3 février 1919 ; et la Bessarabie, en juillet 1919. En même temps qu'il rédige ces rapports, de Martonne prépare un atlas, suivant les méthodes de l'école vidalienne, mettant notamment en valeur deux facteurs : les densités de population et les langues utilisées.

Mais lors de la création du comité, l'issue de la Première Guerre Mondiale reste très incertaine. Au cours de l'année 1917, la Russie est secouée par deux révolutions, et cessera le combat. Malgré la victoire célèbre à Mărășești, les troupes roumaines et leurs alliés français commandés par le général Henri Mathias Berthelot subissent défaite après défaite. Face à cette situation, la Roumanie redouble ses efforts sur le plan de la propagande. En juillet 1917, le premier ministre Ion I. Brătianu envoie à Washington une mission de nationalistes transylvains ; elle est suivie en novembre par un groupe mené par le géologue Ludovic Mrazec. Mais c'est surtout en France, où la plupart de ses intellectuels ont été formés, que la Roumanie trouve son soutien le plus efficace. En parallèle de ses activités au service du Quai d'Orsay, de Martonne va contribuer à cet effort de propagande.

En juin 1917, suivant les conseils du Professeur Simion Mândrescu, de l'Association des Professeurs des Universités, le gouvernement à Bucarest décide d'envoyer des intellectuels à Paris pour soutenir les revendications roumaines. La fin de 1917 voit l'arrivée d'une mission universitaire roumaine : trente professeurs et quarante députés s'installeront dans la capitale française. Le ministre de Roumanie, Victor Antonescu, dresse un plan pour manipuler, à coups de subventions, les journaux français, et crée un bureau de presse le 1 janvier 1918. Dans ce Bureau de la presse se trouvent Mario Roques, professeur de langue roumaine à la Sorbonne, le diplomate-écrivain Dimitrie Drăghicescu, le géologue Gheorghe Murgoci et Alexandru Lapedatu, historien transylvain. De Martonne est proposé comme membre mais ne le rejoint pas (il acceptera d'être coopté au Comité de patronage de la revue *La Transylvanie*, sous l'égide du Comité national des Roumains à Paris). Grâce à ses contacts avec Edgar Roels, du *Temps*, et ses liens avec la Société générale de Publicité, qui a un monopole sur quatre grands quotidiens, *Le Temps*, *Le Petit Parisien*, *Le Matin* et *L'Echo de Paris*, la Légation roumaine cherche à inonder la presse française d'articles favorables à son pays. Avec son soutien, la poétesse Hélène Vacaresco et Drăghicescu, mais aussi des hommes politiques et intellectuels français, tels Albert Lebrun et de Martonne, multiplient les articles en faveur de la Roumanie. Il

s'agit d'inonder les rédactions, les Ministères, les secrétaires des députés et des sénateurs, les sociétés savantes, commerciales et industrielles, les notabilités françaises et alliées.

Le 17 janvier 1918, à la Sorbonne a lieu une manifestation où protestent les porte-paroles des « nations martyres » de l'Autriche-Hongrie ; Vacaresco y parle des « souffrances et des aspirations des Roumains ». Ce jour-là est lancé l'hebdomadaire *La Roumanie. Organe hebdomadaire des revendications et des intérêts roumains*, tiré à 6000 exemplaires, sous la direction de Paul Brătăşanu, ancien sénateur et vice-président de la Chambre des Députés. Dans son éditorial, « Notre tâche », *La Roumanie* se résout à « s'inspirer de ce nouvel Evangile » qu'est le droit des nations à disposer d'elles-mêmes et à « opposer sur le bas Danube le peuple roumain à ce *Drang nach osten*, qui reste le rêve essentiel de la politique pangermaniste ». Également à la une de ce numéro inaugural, Vacaresco met en vers ce drame national avec « Le Pont de Cernavodă », ce pont sur le Danube reliant la Dobroudja à la mère Patrie, que les Roumains ont fait sauter pour stopper l'avancée de l'ennemi :

Ô pont rompu, route brisée, aimé passage  
Où chemine encore notre orgueil,  
Chacun de nos soldats a le ferme visage  
De ceux qui veillent à ton seuil.  
Ils savent tous que mes Victoires violentes  
Battent de l'aile avec éclat,  
Quand Verdun va criant aux Carpates sanglantes :  
Tenez bon ; mes sœurs, je suis là !<sup>6</sup>

Le journal se réfère à la garantie donnée en décembre par le ministre français des affaires étrangères, Stephen Pichon, sur les engagements de l'Entente envers la Roumanie faits en 1916, dénonce la réticence de Wilson sur un éventuel démembrement de l'Autriche-Hongrie, et proteste contre la fermeture des écoles roumaines en Transylvanie.

Une semaine plus tard, le Comité français d'Action à l'Étranger reçoit soixante-treize universitaires, députés et journalistes roumains. Ce Comité, dirigé par les anciens ministres Justin Selves et Henri-Franklin Bouillon, expriment leur solidarité avec les aspirations roumaines. Un comité économique franco-roumain est créé sous la présidence de l'ancien premier ministre, Louis Barthou, en vue de dresser un programme d'action commune durant et après la guerre. Ce jour-là, une délégation roumaine est reçue par la Chambre des Députés, où le président Paul Deschanel évoque les sacrifices des soldats roumains. Début février, le vice-recteur de l'Université de Paris, Lucien Poincaré, et l'historien Ernest Lavisse présentent à Victor Antonescu une lettre aux Universités de Bucarest et de Iassy.

L'Union française organise des manifestations à l'initiative de Paul Gaultier, où interviennent Emmanuel de Martonne sur la terre roumaine, Georges Lacour-Gayet sur l'histoire des Roumains, Jean Ruchepin sur l'âme roumaine, Charles Diehl sur l'art, Raphaël Georges-Lévy sur le potentiel économique du pays et, finalement, Mircea Djuvara sur les sacrifices roumains dans la guerre. Le baron Beyens signe des articles pro-roumains

dans la *Revue des Deux Mondes*, Daniel Bellot dans *Le Journal des Économistes*, et Albert Thomas dans *L'Information*.

Avec le soutien de leurs amis français, les intellectuels roumains déploient une activité de propagande assidue dans tout l'Hexagone. En janvier, Hélène Vacaresco donne une conférence à Lyon, à l'invitation d'Édouard Herriot, maire de la ville. En février, le professeur Petre Negulescu donne une communication sur le principe des nationalités à l'École des Hautes Études. En mars, à une célébration franco-roumaine organisée à Périgueux, ville natale du Comte de Saint-Aulaire, ministre de France à Bucarest, le professeur Pangrati argumente en faveur de l'union de la Transylvanie avec la Roumanie. La Légation roumaine subventionne plusieurs œuvres de propagande : *La Bessarabie et le droit des peuples* de Drăghicescu, *Notes sur la guerre roumaine* de N. P. Comnène, *La vérité sur le peuple roumain et la propagande antiroumaine* d'Emil Staicu, et *Histoire des relations entre la France et la Roumanie*, de Nicolae Iorga, avec une préface du professeur Charles Bémond. La Dobroudja, menacée par la Bulgarie, est le sujet de plusieurs publications de cette période : un pamphlet de Drăghicescu, tiré à 30 000 exemplaires, et des articles d'Oreste Tafrali, originaire de Tulcea, dans *La Roumanie* et ailleurs. Ce dernier impressionne Emmanuel de Martonne, qui discutera avec lui à plusieurs reprises du problème de la Dobroudja.

L'intensité de cette œuvre de propagande reflète la gravité de la situation, car le traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918 sort la Russie de la guerre, laissant aux Allemands les mains libres dans l'Ouest. La Roumanie vaincue par les armes est contrainte de signer la paix. Le Traité de paix de Bucarest - jamais ratifié par les Chambres roumaines, ni signé par sa Majesté le Roi - impose la démobilisation, la restitution de la Dobroudja, la rectification de sa frontière en faveur de l'Autriche-Hongrie, avec la perte de toute la chaîne des Carpates, l'évacuation des territoires occupés, l'égalité des confessions, l'accaparement par l'ennemi du pétrole et des produits agricoles, et oblige les autorités roumaines à aider le transport de troupes allemandes par chemin de fer. Le comité de la Colonie roumaine de Paris, le Comité des Roumains de Transylvanie et de Bucarest et les Délégués roumains du Comité des nationalités opprimées protestent ainsi contre « l'infamie » de Bucarest : « Le peuple roumain a été rayé du nombre des nations libres [...] La Roumanie est entrée en guerre aux côtés des Puissances de l'Entente, pour la cause de la Liberté et de la Démocratie [...] La Roumanie a été écrasée par la trahison tsariste, par la trahison bolchevique et par la trahison ukrainienne [...] le plus cruel et le plus insultant asservissement »<sup>7</sup>. Le 7 mars, *La Roumanie* dénonce « l'étranglement » de son pays, et déplore le départ de la Mission Militaire Française de Iassy. La « Révolution maximaliste de Lénine et de Trotski » produit la « désertion » de Brest-Litovsk. Les Allemands campent désormais à Odessa.

Le 12 mars 1918 est publié *La Dobroudja. Esquisse historique, géographique, ethnographique et statistique*, par François Lebrun, correspondant du *Matin* en Roumanie. Dans sa préface, de Martonne ajoute sa voix aux protestations roumaines : « Il n'est pas trop tard pour éclairer l'opinion publique sur la Dobroudja. La paix douloureuse que la Roumanie est forcée de signer le couteau sur la gorge sera révisée, comme le sera le sort des peuples roumains et slaves maintenus encore sous un joug détesté ».<sup>8</sup> Contrairement

à la propagande bulgare, ce texte démontrerait, même avec l'appui de statistiques russes, la prédominance des Roumains depuis 1878 :

Entre les marais immenses de la Balta danubienne et la côte inhospitalière de la mer Noire, la Dobroudja, plateau monotone et dénudé, battu par les vents qui y soulèvent des tourbillons de poussière jaune, n'a été pendant de longs siècles qu'un territoire de parcours, comme les steppes russes, comme le Bărăgan roumain. (...) Les Bulgares émigrant vers la Russie méridionale au XVIII<sup>e</sup> siècle y ont laissé un contingent renforcé au XIX<sup>e</sup> siècle par le retour des colons de Bessarabie. Mais les témoignages antérieurs à l'annexion signalent comme élément dominant les Roumains sur le Danube, les Turcs et les Tatares dans l'intérieur.<sup>9</sup>

En 1878, frustrée de la riche Bessarabie, la Roumanie avait reçu en compensation la Dobroudja, pays de steppes et de marécages malsains, avec une population atteignant à peine 130.000 habitants soit moins de 10 au km<sup>2</sup>. Mais elle a fait des miracles avec ce pays ingrat : en vingt-cinq ans, de 1880 à 1905, la population a doublé, malgré l'émigration qui a vidé de nombreux villages turcs ; l'étendue des cultures a augmenté, le cheptel a plus que doublé ; des routes et des voies ferrées ont été construites. Malheureusement, la guerre a ruiné la plus grande partie de l'œuvre roumaine : « Le pont de Cernavodă a été détruit, Constanța bombardée a vu ses silos éventrés, ses réservoirs à pétrole incendiés ; les villages roumains ont été systématiquement pillés et décimés. Une occasion prolongée permettrait sans doute aux Bulgares d'aboutir à une dénationalisation apparente. Il semble difficile cependant qu'ils anéantissent la masse roumaine, 180.000 habitants, représentant *cinq fois la masse bulgare* ». <sup>10</sup> De Martonne appelle donc à la rectification de cette injustice :

Rendue à la Roumanie, la Dobroudja retrouvera sa prospérité et reprendra son évolution naturelle qui tend à en faire le complément des riches plaines agricoles de Munr, la façade de l'État sur la Mer Noire, la gardienne de l'embouchure du Danube. En attendant que l'opinion publique soit éclairée, qu'elle sache la vérité sur le prétendu bulgarisme de la Dobroudja, qu'elle sache l'ancienneté et la force du peuplement roumain, qu'elle sache à quel point la Roumanie a fécondé ce pays et quels espoirs elle fondait sur lui !<sup>11</sup>

Au moment où de Martonne présente au Comité son grand rapport sur la Transylvanie, la situation est extrêmement incertaine : après le traité de Bucarest, la Roumanie est isolée dans une Europe Orientale dont les Empires centraux sont pour le moment les maîtres. À l'ouest de l'Europe, les Alliés n'ont pas encore gagné : l'armée allemande multiplie les attaques et la « seconde bataille de la Marne » est encore à venir.

Dans ce rapport, de Martonne commence par établir qu'il n'y a pas adéquation entre les limites administratives de la province « hongroise » de Transylvanie et la population de langue et de culture roumaines. Ensuite, laissant de côté la question du Banat, il corrige les statistiques hongroises pour avancer, pour la « Grande Transylvanie », les proportions de 61% de Roumains, 28% de Magyars et 6,7% d'Allemands. L'auteur

constate la continuité de la masse sur tout le pourtour montagneux de la cuvette transylvaine et, bien qu'il prenne quelques distances avec les littérateurs et les académiciens de Bucarest sur la question de l'origine du peuple roumain, il soutient que, du fait de la forte natalité roumaine, la Transylvanie semblerait destinée à devenir de plus en plus roumaine. Mais de Martonne constate que, depuis l'union des Principautés, le gouvernement de Bucarest ne fait rien pour aider l'irrédentisme roumain en Transylvanie. En outre le traité de Bucarest marque l'échec complet de la Roumanie dans ses revendications, transformé en désastre par la défection russe. Ce 22 mai 1918, remarque Jacques Bariéty, « la question de la Transylvanie est désormais posée, mais de Martonne ne s'aventure pas à prédire quelle réponse lui sera donnée ».<sup>12</sup>

Dans son numéro du 1 juin 1918, *La Transylvanie*, organe du comité national des Roumains de Transylvanie et de Bucovine, dénonce « L'illégitimité des prétentions des Hongrois sur la Transylvanie » : « Par l'ironie du sort, les vrais descendants de Rome devinrent pour la Rome pontificale des ennemis, sans droit de cité et sans droit à l'existence, tandis que les parvenus asiatiques étaient reconnus comme fils de la Rome médiévale, qui devint leur protectrice ».<sup>13</sup> La conquête hongroise de la Transylvanie avait eu comme conséquence « la division des Roumains et l'impossibilité jusqu'à nos jours de créer un état unitaire, ayant comme centre le plateau transylvain ».<sup>14</sup> Selon les auteurs, la Transylvanie avait été « le berceau même du roumanisme et jusqu'à nos jours, elle est tenue pour le centre ethnique des Roumains, d'autant plus qu'elle a conservé dans ses montagnes la pureté de la race roumaine ».<sup>15</sup>

Dans ce numéro, de Martonne prête son poids scientifique à cette thèse dans « Les Carpathes et la nationalité roumaine ». La « ligne bleue des Carpathes » (la reliant ainsi à celle des Vosges), soutient-il :

N'est point, comme un coup d'oeil sur une carte d'atlas le laisse croire, une limite naturelle, une barrière ethnique politique et économique. Des deux côtés de l'arc montagneux tendu de la Bucovine aux Portes de fer, vous retrouvez ce parler latin si proche de la langue d'oc française; même petite maison au toit de lattes pointu, mêmes costumes pittoresques où l'on croit retrouver la tunique et le pantalon des Daces de la colonne Trajane; même char primitif traîné par les bœufs aux longues cornes recourbées; mêmes chansons, mêmes danses, même idéal... La frontière n'existe pas pour le pâtre et ses troupeaux.<sup>16</sup>

Les rivières elles-mêmes se joueraient du rempart des Carpathes, qui ne sont pas un rempart élevé, mais percées de portes assez nombreuses, quelques-unes même assez larges. Le *Plai*, la crête arrondie, sert de route naturelle des pâtres. C'est donc autour des Carpathes que doit se former la grande Roumanie : « L'opinion française a été éclairée sur la légitimité des revendications roumaines. Mais on ne saurait trop le répéter; les Carpathes ne sont point une frontière naturelle, une limite de race et de langages, comme les Pyrénées ou les Alpes. Tout au contraire, elles sont l'axe même de la nationalité roumaine. La nature et l'histoire en ont disposé ainsi. Dans l'Europe pacifiée et reconstruite, conformément à la justice des nations, la grande Roumanie sera un état carpathique ».<sup>17</sup>

Pourtant, le sort des armes va trancher. L'échec de la grande offensive allemande à l'Ouest redonne de l'espoir aux Français et aux Roumains. Le 6 juin 1918, dans un éditorial intitulé « Paris-Bucarest », *La Roumanie* déclare : « Viendra l'heure où le chant du coq de France dira combien trompeuses étaient les clameurs des radios de Berlin. Cette heure sera aussi celle de la Roumanie, car elle sera l'heure de l'humanité libérée »<sup>18</sup>. En août, l'offensive des alliés semble promettre la fin du calvaire des nationalités. En octobre, en plein effondrement des puissances centrales et de leurs alliés, le gouvernement français reconnaît le Conseil National de l'Unité roumaine, et les généraux d'Espèrey et Berthelot s'efforcent de mettre la Roumanie en mesure de rentrer dans la guerre. Ce qu'elle fait à la veille de l'armistice du 11 novembre. Le 16 novembre, les troupes roumaines franchissent les Carpates en direction de la Hongrie. Le 21 novembre, *La Roumanie* titre « Vers la Grande Roumanie », et le numéro du 26 décembre contient en supplément une « Carte Ethnographique de la Roumanie ». La bataille pour retracer les frontières est lancée.

## Traceur de frontières

**A** PARTIR de janvier 1919, les expertises de géographe d'Emmanuel de Martonne seront à l'épreuve de la Conférence de Paris, où des commissions territoriales sont chargées d'étudier et de proposer des tracés frontaliers. Dans ses quatre longues études des provinces revendiquées par la Roumanie, la région comme individualité spatiale organisée est au cœur de sa réflexion : De Martonne y met la langue cartographique au service de la cause roumaine. Le titre même de sa carte en couleur, « La répartition des nationalités dans les pays où dominent les Roumains », publiée en 1919 par le SGA, est loin d'être neutre. Son usage de la couleur rouge pour représenter la population roumaine met en relief les départements où elle prédomine. En plus, sa carte écarte les minorités de moins de 25% dans un tel département, et colore un département selon la majorité rurale. Les nationalités urbaines y sont représentées par des cercles segmentés de taille réduite. Cette démarche cartographique démontre l'influence de Vidal de la Blache, qui tend à favoriser les régions plus arriérées et agricoles, où existerait une harmonie entre la terre et le peuple. Ainsi, géographie régionale et sympathie pour le paysan roumain s'épousent. Dans ses rapports, de Martonne insistera sur la continuité, la complémentarité et l'interdépendance des « pays roumains ». Au cours de ces mois, de Martonne propose des tracés de frontière favorables à la Roumanie. L'intervention concrète du géographe français est retenue par la commission.

Un autre contentieux est celui du Banat, revendiqué par les Roumains et les Serbes, et comprenant une forte minorité allemande. Selon un cliché, les Roumains n'ont que deux amis : la Mer Noire et les Serbes. Mais à la fin de la Grande Guerre, la Serbie a la sympathie des Alliés, pour les souffrances éprouvées et pour sa résistance héroïque – en même temps qu'on reproche à Bucarest la paix du printemps 1918. Une solution de compromis sera trouvée : la Roumanie se rend compte qu'elle n'a pas besoin d'un ennemi de plus.

Les enjeux diplomatiques priment de nouveau sur les raisonnements géographiques en ce qui concerne la Dobroudja. Dans son expertise du 6 mai 1918, de Martonne avait plaidé en faveur de la Roumanie : les statistiques ethniques et les facteurs économiques et stratégiques justifieraient les revendications roumaines. Mais le 6 avril 1919, le Conseil supérieur des alliés repousse les prétentions bulgares pour la raison suivante : « la commission estime qu'il ne lui appartient pas de proposer ni de recommander une modification de frontière qui entraînerait la cession à un Etat ennemi d'un territoire faisant en droit partie intégrante d'un Etat allié ».<sup>19</sup>

Les tractations rencontrent des obstacles importants. En juin, Brătianu se fâche à propos des garanties à accorder à la minorité juive, du partage du Banat avec les Serbes et de la frontière roumano-hongroise préparée par les Alliés. Il quitte la conférence. Début juin, de Martonne fait partie d'une Mission Universitaire Française. Selon le Quai d'Orsay, cette mission a un double objet et une double tâche, universitaire et économique. Premièrement, « il s'agit, à l'occasion de la réforme des œuvres d'enseignement en Roumanie, de préparer la pénétration de notre personnel et de nos méthodes dans l'organisation et l'instruction publique de ce pays », et deuxièmement, du « développement des richesses de la Roumanie... exploitation du marché roumain comme débouché pour notre production industrielle accrue – accroissement de nos ventes ».<sup>20</sup> Sans doute s'agit-il aussi d'une mission de conciliation avec le gouvernement roumain.<sup>21</sup>

Après son passage à Bucarest, de Martonne part pour la Bessarabie. C'est sa première visite dans cette province « perdue ». Alors, les droits de la Roumanie sur la Bessarabie ne font pas l'unanimité. De retour à Paris, le 7 juillet 1919, de Martonne présente donc une « Note sur la Bessarabie », où il déclare : « De toutes les provinces qui composent le domaine historique de la Roumanie, la Bessarabie est une des plus nettement roumaines (...) L'annexion intégrale de la Bessarabie est conforme à la justice ethnique, à l'histoire et à la géographie. Elle est en outre imposée par l'intérêt des populations ».<sup>22</sup> Également en juillet, de Martonne s'exprime dans deux articles de presse, réunis ensuite en plaquette, pour contrer la propagande antiroumaine. Dans « La Vérité sur la Bessarabie », de Martonne affirme qu'il a parlé roumain dans presque tous les villages où il a passé, même dans les colonies bulgares du Sud. En parcourant en auto toute la Bessarabie, il a vu « un pays merveilleusement riche, où les moissons ondulant à perte de vue, promettant une récolte magnifique, où la sécurité est parfaite, aussi bien dans les villes, où je suis plus d'une fois arrivé la nuit, que dans les campagnes où j'ai vu femmes et enfants travailler à plusieurs kilomètres du village ».<sup>23</sup> D'exactions roumaines, de mécontentement, de troubles, il n'a vu aucune trace. Le courant antiroumain n'a pas de racines profondes, et le courant roumanophile se développe chaque jour. Mais le plaidoyer d'Emmanuel de Martonne a peu de poids face aux impératifs diplomatiques et militaires. La commission territoriale est dessaisie du sort de la Bessarabie. C'est l'instance supérieure du Conseil des Ministres des Affaires étrangères qui suspend l'attribution de la province dans l'attente du règlement de la question russe.

La situation en Hongrie complique aussi les tractations de Versailles. La révolution bolchevique de Budapest risque d'aboutir à une jonction des troupes rouges de Hongrie et d'URSS : Clemenceau en profite pour placer l'armée roumaine sous le haut commandement du général d'Espèrey. Pour rassurer les Roumains, il approuve l'avancée de

leurs troupes dans la totalité de la Transylvanie et de la Crișana, sans pour autant reconnaître encore officiellement l'annexion de ces provinces ou approuver une occupation de Budapest.

Cette occupation précipite la chute et la fuite de Béla Kun, ce qui renforce l'optimisme roumain. Pourtant, la presse commence à annoncer des informations sur une armée roumaine qui pille et brutalise la Hongrie. Le Conseil Suprême menace le gouvernement roumain des « plus sérieuses conséquences ». <sup>24</sup> Le 9 novembre, l'évacuation de Budapest par les troupes roumaines change la donne, permettant le rétablissement de l'ordre et la négociation définitive de la paix. Cette évacuation et la signature des traités de paix et des minorités par la Roumanie le 10 décembre 1919 débloquent les relations franco-roumaines. Elles aboutissent à la promesse de la reconnaissance de l'annexion de la Bessarabie.

Il semble donc que les amis français de la Roumanie aient enfin abouti à Versailles. Les Traités de Neuilly et de Trianon consacreront les frontières de la nouvelle Roumanie. Mais force est de constater que le combat pour la Grande Roumanie n'a encore pas fini. Béla Kun s'est réfugié dans une Russie bolchevique qui a résisté à l'intervention occidentale et aux forces contre-révolutionnaires. La France, à la recherche d'appuis de revers contre l'Allemagne, a en effet tacitement subordonné la reconnaissance de la Bessarabie roumaine à l'issue de la guerre civile russe. Ce n'est qu'après la contre-offensive polonaise d'août-octobre 1920 que la France accepte de lever son veto tacite à la signature de la Convention bessarabe.

Le processus de construction de la nation roumaine semble atteindre son point culminant. Dans son *Essai de carte ethnographique des Pays Roumains*, publié en 1921, de Martonne soutient que ses nouvelles frontières correspondent à l'étendue du peuplement roumain et que ce nouveau territoire tendra vers l'uniformité ethnique. <sup>25</sup> Mais ses frontières ne sont pas incontestables. À trois dyades amicales – celles avec la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Pologne – s'ajoutent trois dyades ennemies – celles avec l'Union soviétique, la Hongrie et la Bulgarie.

## D'une guerre à d'autres

**A** PRÈS LA Grande Guerre, Emmanuel de Martonne continuera à mettre ses connaissances au service de la Roumanie. Certes, il se satisfait des résultats des travaux de Versailles, mais sans faire le panégyrique de son rôle: dans ses *Titres et travaux* il passe sous silence cette « parenthèse patriotique ». De Martonne fonde sa notoriété plutôt sur ses travaux de géographie physique. Cependant, il sert comme « missionnaire » de la France dans la nouvelle Roumanie, notamment à l'Université de Cluj, et à force de conférences, articles et livres, et à l'aide de sa fameuse carte ethnographique, il défend l'état issu de la Conférence de la Paix, fustigeant toute tentative de révisionnisme, hongrois notamment. Cette position le mettra en conflit avec la *Geopolitik* allemande qui, ironie de l'histoire, attire certains de ses propres protégés roumains, dont Victor Tufescu et Vintilă Mihăilescu. Ensuite, la Seconde Guerre mondiale et l'avènement de la Guerre froide rompent la relation entre le géographe français et ce pays, entraînant

une brève éclipse de son œuvre qui dure jusqu'à la fin des années 50. Ainsi, malgré son indubitable valeur objective, l'œuvre scientifique d'Emmanuel de Martonne ne sera jamais isolée du destin tumultueux de la Grande Roumanie.



## Notes

1. Emmanuel de Martonne, *Traité de géographie physique*, Tome 2, Paris, Armand Colin, 1951, p. IX.
2. Emmanuel de Martonne, « Les conditions d'une intervention roumaine », *Revue de Paris*, 10, 15 mai 1915, p. 447.
3. *Ibid.*, p. 447.
4. *Ibid.*, p. 448.
5. Bibliothèque Mazarine, Paris: Fonds Albert Demangeon, Boîte 5, 1912-1917.
6. *La Roumanie*, 17 janvier 1918, p. 1.
7. Archives du Ministère Français des Affaires Étrangères, La Courneuve (dorénavant Q.O.) : PA-AP 166 Tardieu, dossier 378.
8. Francis Lebrun, *La Dobroudja. Esquisse historique, géographique, ethnographique et statistique*, Paris, F. Alcan, 1918, p. I-II.
9. *Ibid.*, p. I-II.
10. *Ibid.*, p. III.
11. *Ibid.*, p. IV.
12. Jacques Bariéty, « Le Comité d'Études du Quai d'Orsay et les frontières de la Grande Roumanie, 1918-1919 », *Revue Roumaine d'Histoire*, XXXV, 1-2, (1996), p. 48.
13. *La Transylvanie*, 1 juin 1918, p. 1.
14. *Ibid.*, p. 2.
15. *Ibid.*, p. 3.
16. *Ibid.*, p. 4.
17. *Ibid.*, p. 10.
18. *La Roumanie*, 6 juin 1919, p. 1.
19. Q.O.: Conférence de la Paix, Recueil des actes, vol. 53, annexe I.
20. Q.O.: Série Z Europe, carton 142, note du 16 mai 1919.
21. Ana-Maria Stan, « Vizita Misiunii Universitare Franceze în România (iunie 1919) și semnificațiile sale », in *Biserică, societate, identitate. In honorem Nicolae Bocșan*, Presa Universitară Clujeană, Cluj-Napoca, 2007, p. 691-699.
22. Q.O.: PA-AP 166 Tardieu, Carton 378.
23. Emmanuel de Martonne, *Un témoignage français sur la situation en Bessarabie*, Paris, M. Dubois et Bauer, juillet 1919, p. 6.
24. Q.O.: PA-AP 166 Tardieu, Carton 381.
25. Emmanuel de Martonne, *Essai de carte ethnographique des Pays Roumains*, Paris, Armand Colin, 1921.

### **Abstract**

#### Emmanuel de Martonne, a Geographer at War

Despite his own assertions, the work of Emmanuel de Martonne was not limited to a strictly scientific and disinterested domain. His geographical work was necessarily caught up in political circumstances, which is shown clearly in his long and passionate relationship with Romania. In this article we see how this eminent scholar placed himself at the service of the cause of Greater Romania, firstly as a partisan of Romanian intervention in the Great War, then as wartime propagandist, before, at the Versailles Peace Conference, helping draw Romania's post-war frontiers. At the same time, we see how the success of de Martonne's 'scientific' proposals for frontier change was dependent upon military and geopolitical developments.

### **Keywords**

Geography, frontiers, Great War, Franco-Romanian relations, propaganda.